

ANALYSE DE LA PRESSE

Novembre 2013

1. A la une : la visite de Massoud Barzani en Turquie
2. Economie
3. Union européenne
4. International
5. Turquie
6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2013)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : La visite de Massoud Barzani en Turquie

Le rencontre du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et le dirigeant des Kurdes d'Irak Massoud, à Diyarbakir, a marqué un tournant dans le processus de la résolution de la question kurde en Turquie. Les journaux turcs ont qualifié cette visite, la première de M. Barzani en vingt ans, d'« historique ». (*Le Parisien*, AFP, 16/11/2013, *Le Monde*, Guillaume Perrier, 18/11/2013). « La visite à Diyarbakir de M. Barzani est aussi le signe des rivalités qui s'aiguisent entre le chef des Kurdes irakiens et le PKK, les deux forces politiques dominantes dans les régions kurdes. » indique Guillaume Perrier (*Le Monde*, 18/11/2013)



Photo : AA

Les observateurs ont souligné l'importance de l'utilisation pour la première fois, par Erdogan, du terme Kurdistan « censuré par la TRT, la télévision publique. » (*Libération*, Ragıp Duran, 18/11/2013) et ses promesses d'achever la « "politique d'assimilation" par la République turque. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 18/11/2013)

En faisant appel « à ses "frères" kurdes à soutenir ses efforts pour mettre un terme au conflit qui a fait plus de 45.000 morts depuis 1984. » (*Le Parisien*, AFP, 16/11/2013) le Premier ministre turc a également fait référence à des milliers de prisonniers politiques kurdes. "Nous verrons ceux qui sont dans les montagnes en descendre et nous verrons les prisons se vider" et a par ailleurs « annoncé une série d'investissements, la construction de routes et de logement sociaux. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 18/11/2013)

Quant à Barzani, « "Je veux dire à mes frères kurdes et turcs que nous soutenons le processus de paix de toutes nos forces", a déclaré le président de la région autonome kurde d'Irak. "Les jours où le sang d'un jeune Turc était versé par un jeune Kurde ou le sang d'un jeune Kurde par un jeune Turc sont révolus", a-t-il assuré. » (*Le Parisien*, AFP, 16/11/2013)

Selon Guillaume Perrier, « L'alliance conclue par la Turquie avec Massoud Barzani répond à des impératifs stratégiques. En froid avec le gouvernement central irakien, dominé par les chiites, le KRG a commencé à exporter le pétrole extrait de son sol, sans le consentement de Bagdad. Un pipeline a été construit vers la Turquie. » (*Le Monde*, 18/11/2013) Selon l'ancien ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner dans sa tribune au journal Libération. (13/11/2013) « Pris en tenaille par sa situation géographique, le gouvernement régional du Kurdistan, depuis plusieurs années, s'est ouvert sur la Turquie. Les industriels turcs investissent paisiblement la région et construisent partout. Les Kurdes accélèrent la réalisation d'un pipeline, atteignant déjà la frontière turque. Cet afflux de pétrole permettra une plus large autonomie énergétique au régime d'Ankara. » (*Libération*, Bernard Kouchner, 13/11/2013)

« Comme il l'a lui-même souligné avant sa visite, le Premier ministre turc souhaite profiter de l'aura de son hôte auprès des 12 à 15 millions de Kurdes de Turquie pour relancer les pourparlers engagés il y a un an avec le chef historique du PKK Abdullah Öcalan, qui aujourd'hui patinent.

Signe de cette tension, l'armée turque a rapporté qu'un de ses convois avait été attaqué [vendredi 15 novembre] par des rebelles du PKK dans le district de Nusaybin, le premier accrochage sérieux depuis des mois. Malgré son ton très consensuel, la visite très médiatisée de M. Barzani a été accueillie avec circonspection par les Kurdes. » (*Le Parisien*, AFP, 16/11/2013)

« Le BDP était le grand absent de la rencontre à Diyarbakir. Erdogan l'a critiqué de front : "Il se comporte comme le parti unique ici, dans cette région, et ne respecte pas autrui." Il n'en reste pas moins

incontournable. Quel que soit le prestige dont jouit Massoud Barzani, les 15 millions de Kurdes de Turquie, notamment ceux qui vivent dans le sud-est, continuent de se reconnaître en Ocalan et dans le BDP qui, lors des dernières municipales, en 2009, remportait 66% des voix à Diyarbakir. » (*Libération, Ragıp Duran, 18/11/2013*)

« Des élections municipales se tiendront fin mars et le parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), espère ravir la mairie au Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine légale du PKK. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 18/11/2013*)

2. Economie

« La banque centrale turque maintient ses taux directeurs inchangés »

« La banque centrale turque a annoncé mardi [19 novembre] qu'elle laissait ses principaux taux directeurs inchangés, dans l'objectif de défendre la monnaie nationale victime du resserrement annoncé de la politique monétaire américaine. Lors d'une réunion de son comité de politique monétaire, l'institution financière a maintenu son taux à une semaine à 4,5% tandis que ses deux taux d'emprunt et de prêt au jour le jour restaient fixés à 3,5% et 7,75%.

Elle a néanmoins annulé ses procédures d'enchères. "Il est estimé que les chiffres de l'inflation continueront de rester encore pour quelque temps au-dessus des prévisions en raison des fluctuations observées sur les marchés des cours de change", a déclaré la banque dans un communiqué publié sur son site internet. L'institution monétaire turque souligne que dans cette perspective il a été convenue de "renforcer une politique monétaire prudente". (...)

« En octobre, la hausse des prix à la consommation en Turquie s'est légèrement repliée après avoir atteint 7,88 % en septembre, en rythme annuel, selon le Turkish Statistical Institute. » (*Les Echos, 05/11/2013*) »

« En octobre, la banque centrale a par ailleurs révisé à la hausse, pour la deuxième fois cette année, ses prévisions pour l'inflation en 2013, de 6,2 à 6,8%.

Comme celles des autres pays émergents, l'économie turque traverse une période difficile depuis que la banque centrale américaine (Fed) a annoncé en mai son intention de réduire ses injections de liquidités et provoqué une dépréciation de sa devise, d'environ 11%.

Mais la Fed a finalement décidé le 18 septembre de maintenir en l'état sa politique de soutien exceptionnel à la reprise, provoquant un ralentissement du rapatriement des capitaux étrangers essentiels à la croissance turque. » (*AFP, 19/11/2013*)

La croissance turque a perdu de vitesse selon l'OCDE

« Dans son nouveau tour d'horizon économique, présenté ce mardi [19 novembre], l'OCDE revoit en baisse les prévisions de plusieurs pays émergents. L'écart de croissance se réduit avec les pays développés. C'est notamment le cas de la Turquie où la hausse prévue de PIB en 2014 tombe à 3,8% contre 4,6% estimée fin mai. (...) Les pays les plus touchés par les sorties de capitaux et la dépréciation de leurs monnaie sont ceux affichant un déficit de leur balance courante, comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et la Turquie, précise » un expert économiste de l'OCDE. « Cette crise, provoquée par les seuls propos de Ben Bernanke a révélé des fragilités structurelles. Nous redoutons des conséquences plus importantes lorsque la FED passera à l'action! . » a-t-il insisté (*Le Figaro, Anne Cheyvialle, 19/11/2013*)

« Via Marseille Fos veut consolider ses échanges avec le port de Mersin »

Une délégation de Via Marseille Fos, organe de promotion de la place portuaire marseillaise, s'est rendue le 21 novembre dernier à Istanbul et Mersin afin de resserrer les liens avec leurs homologues turcs et conquérir de nouveaux clients.

« Depuis quelques années déjà, les « déçus » du made in China relocalisent en Turquie. La ville de Gaziantep, située à 60 km de la frontière avec la Syrie, est devenue en l'espace de quatre ans une véritable zone industrielle à ciel ouvert où les géants du textile côtoient les industriels de l'agroalimentaire, du ciment, de la chimie et autres matériaux de construction. Une croissance portée par une fiscalité attractive et une zone franche. "Nous sommes la sixième ville exportatrice de Turquie avec 5 mrd\$ (3,7 mrd€) exportés par an. 260 entreprises étrangères sont installées dans les quatre zones industrielles de la ville et nous venons de démarrer la construction d'un cinquième Technopark. 22% des exportations turques vers l'Irak transitent via Gaziantep", explique Halil Göcer, secrétaire général de la chambre de commerce de Gaziantep. (...)

Ce petit port du Sud de la Turquie, véritable débouché sur la Méditerranée et les pays d'Europe, n'a finalement que peu de relations avec Marseille. Raison pour laquelle les membres de la délégation de Via Marseille Fos se sont rendus le 21 novembre 2013 pour la première fois à Mersin dont le trafic annuel conteneurisé flirte avec les 1,5 million d'Evp cette année avec seulement trois postes à quai !

"Nous enregistrons une croissance moyenne annuelle de 12%. Cette année, en raison de la crise, nous connaissons un tassement des trafics avec une progression limitée à 5%", tempère Ayham Adel Abiad, directeur commercial de MIP (Mersin International Port). Une progression à faire pâlir d'envie les ports européens...

"En 2012, nous avons échangés 50 000 Evp avec la Turquie, 28 000 Evp à l'import et 22 000 Evp en sortie de Marseille Fos. 10 600 Evp sont échangés avec Izmir. Mersin n'a représenté que 1261 Evp, uniquement à l'import de Turquie. Ce port offre un réel potentiel de croissance", souligne Guillaume Briola, responsable du développement commercial du Grand port maritime de Marseille, spécialiste de la Méditerranée et du Proche et Moyen-Orient.

Près de 45% des importations et exportations de Mersin vers la France transitent via le port du Havre. A six jours de mer seulement, Marseille a une carte à jouer. D'ailleurs, quatre armements (Seago Line, Arkas Line, Borchard, MSC) proposent un service direct avec Mersin en conteneurs et depuis le 22 novembre 2013 Medcross Line assure une desserte en roulier complétant l'offre de Grimaldi et Neptune Lines. (...)

Commissionnaire de transport, Heritage International, importe 70% de son fret turc via Izmir. "Nous importons 6 000 à 7 000 Evp par an, ce sont surtout des produits blancs et bruns, des fruits secs, les marbres et travertins", explique son gérant, Stéphane Salvétat. Également président de la Chambre de commerce franco-turque dans le sud de la France, il s'est rendu à Mersin et Gaziantep afin de conquérir de nouveaux flux.

La Turquie est le premier client de Marseille-Fos pour les voitures, 3ème pour le conventionnel et 4ème pour les conteneurs. Actuellement, sept services directs relient Marseille à la Turquie et sept en transbordement représentant vingt-cinq escales mensuelles. » (Nathalie Bureau du Colombier, *Econostrum.info*, 27/11/2013)

Hausse des ventes de Vicat en Turquie

Le groupe cimentier français Vicat « a annoncé mardi [5 novembre] une légère progression de ses ventes sur les neuf premiers mois de l'année sous l'impulsion notamment des Etats-Unis et de la Turquie alors que le contexte politique continue de freiner ses activités en Egypte. (...) Vicat a vu ses ventes croître 10,4% aux Etats-Unis, de 19,5% en Turquie, de 12,5% en Inde et de plus de 9% au Kazakhstan. (...) Pour la totalité de l'exercice 2013, il dit s'attendre à un environnement économique et sectoriel encore difficile en France mais à une poursuite de son amélioration aux Etats-Unis et en Turquie. » (*Les Echos, Reuters, 05/11/2013*)

L'expert-comptable turc Güncel s'associe au Français Laviale

« Güncel, société turque spécialiste de l'audit et du conseil aux entreprises, fête ses quinze ans et annonce un partenariat étroit avec le Français Laviale.
Pour Güncel (26 salariés, 1,5 M\$ - 1,1 M€) et Laviale (50 salariés, 3,5 M€ de CA), deux cabinets désireux d'asseoir leur présence à l'international, ce partenariat est une première. (...) "Il s'agit de proposer un accompagnement aux sociétés turques souhaitant investir en France car les formalités administratives sont lourdes. Inversement nous aidons les entreprises françaises à pénétrer le marché turc", précise Michel Deudon, membre associé du Cabinet Laviale (présent dans une soixantaine de villes).» (*Econostrum.info, Nathalie Bureau du Colombier, 20/11/2013*)

3. Union Européenne

Ouverture d'un nouveau chapitre de négociations entre la Turquie et l'UE

Le 5 Novembre, l'Union européenne et la Turquie ont ouvert « à Bruxelles un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion de ce pays après plus de trois ans de paralysie. Il s'agit du chapitre 22 portant sur la politique régionale. Le feu vert avait été donné en octobre par les ministres de l'Union chargés des Affaires européennes, quatre mois après la date prévue en raison de la répression par les autorités turques d'une vague de contestation civile. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 06/11/2013*)

« Pour l'heure, la Turquie a clos un seul des 35 chapitres qui doivent être passés en revue avec l'UE pour conformer sa législation aux normes des Vingt-Huit » (*Les Echos, Reuters, 05/11/2013*)

4. International

Turquie – Egypte

« Crise diplomatique entre la Turquie et l'Égypte »

Le durcissement de la position de la Turquie vis-à-vis de l'Égypte, entraîne des crises diplomatiques entre les deux pays.

Samedi 23 novembre, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan « a enfoncé le clou, s'en prenant aux autorités [égyptiennes] (...) que l'armée a installées en Égypte après l'éviction le 3 juillet de son grand allié Mohamed Morsi. "Je ne respecterai jamais ceux qui sont arrivés au pouvoir par un coup d'Etat", a-t-il dit aux journalistes. Samedi matin, M. Erdogan avait lors d'un rassemblement à Trabzon, dans le nord de la Turquie, fait une nouvelle fois le salut à quatre doigts, reproduisant le signe de ralliement des pro-Morsi. » (*Le Parisien, AFP, 23/11/2013*)

Le même jour, « l'Egypte a expulsé l'ambassadeur de Turquie pour répondre au Premier ministre turc. » (*Les Echos*, Jacques Hubert-Rodier, 26/11/2013) « En réaction, la Turquie a déclaré l'ambassadeur d'Égypte à Ankara, qui ne se trouve pas actuellement dans le pays, persona non grata. "Cette situation nous attriste", dit le ministère turc des Affaires étrangères [Ahmet Davutoglu] dans un communiqué. (...) Selon un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ankara a "cherché à influencer l'opinion publique contre les intérêts égyptiens et a soutenu des réunions d'organisations qui cherchent à semer le trouble dans le pays". (...) »

La Turquie s'est montrée très critique après le renversement le 3 juillet du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, qu'elle juge victime d'un "coup d'État inacceptable". (...) "J'espère que nos relations reviendront à la normale", a déclaré le président turc Abdullah Gül, réagissant à l'initiative égyptienne lors d'une allocution télévisée. Les deux pays avaient chacun rappelé leur ambassadeur pour consultations après le démantèlement par les forces de sécurité, le 14 août, des campements dressés au Caire par les partisans de Mohamed Morsi. Il y avait eu plusieurs centaines de morts. » (*Le Figaro.fr*, Reuters, 23/11/2013)

Turquie - France

Visite de François Hollande en Turquie en janvier 2014

Le président de la République français François Hollande « se rendra en Turquie les 27 et 28 janvier 2014, pour une visite d'Etat, la première depuis 1993. (...) Le dernier voyage avait donné l'occasion à François Mitterrand d'inaugurer l'université francophone Galatasaray d'Istanbul, clé de voûte de la coopération franco-turque. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 22/11/2013)

Au cours de ces vingt ans, « la France s'est contentée d'une visite de travail de Nicolas Sarkozy dans la capitale turque en 2011, en cinq heures chrono. Un saut de puce perçu comme une marque de mépris, qui ne faisait que confirmer les rapports exécrables entre les deux exécutifs. La Turquie espère que la visite de M. Hollande mettra fin à cette période de glaciation. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 22/11/2013)

Suite à l'annonce de cette visite, « le ministre turc de l'économie et des finances Zafer Caglayan s'est félicité des nouvelles relations établies avec l'Hexagone depuis l'élection du nouveau chef de l'État en 2012. (...) "La venue du président François Hollande devrait permettre de renouer avec la France, une amitié instaurée depuis l'empire Ottoman", a déclaré Zafer Caglayan. » (*Econostrum.info*, Nathalie Bureau du Colombier, 18/11/2013)

Guillaume Perrier rappelle que « la visite de M. Hollande interviendra quelques mois après la violente répression des manifestations de la place Taksim et juste avant des élections municipales à fort enjeu, en mars. Le timing provoque la colère des démocrates turcs. En se rendant à Ankara « pour signer quelques contrats », M. Hollande légitimerait, selon eux, le pouvoir autoritaire et contesté de M. Erdogan, à l'heure d'une nécessaire remise à plat. » Selon Perrier « en tentant de se rapprocher de la Turquie au moment où cette dernière s'éloigne des valeurs européennes, la France prend encore le risque de nager à contre-courant. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 22/11/2013)

Turquie – Etats-Unis

« Achats de missiles chinois par la Turquie: discussions entre Ankara et Washington »

« La Turquie et les Etats-Unis, alliés de l'Otan, ont entamé des discussions après que Washington a exprimé de "graves préoccupations" au sujet de l'intention affichée par Ankara d'acquérir des missiles de longue portée auprès de la Chine. (...)

"Le sous-secrétaire à la Défense Jim Miller est venu en Turquie pour des consultations bilatérales sur des questions de sécurité régionale, notamment la Syrie, la relation turco-américaine en matière de défense et notre partenariat au sein de l'OTAN", a déclaré le porte-parole, T.J. Grubisha, à l'AFP.

Le mois dernier, les autorités turques avaient annoncé l'ouverture de négociations avec China Precision Machinery Import-Export Corporation (CPMIEC) pour l'acquisition de missiles sol-air Hongqi, un contrat estimé à 4 milliards de dollars.

La préférence accordée par les Turcs à cette entreprise nationale chinoise, qui fait l'objet de sanctions américaines pour avoir livré des armes à l'Iran et à la Syrie en dépit d'un embargo, a irrité ses alliés de l'OTAN. (...) L'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, Francis Ricciardone, avait ainsi tiré la sonnette d'alarme le mois dernier, évoquant une "question stratégique de défense mutuelle", alors que "la coopération industrielle de défense américano-turque est intense". Ankara a justifié son choix de retenir la Chine plutôt que ses concurrents américain Raytheon, russe Rosoboronexport et franco-italien Eurosam par des raisons de prix et de transfert de technologie.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a balayé mercredi dernier [30 octobre] les critiques en soulignant que "personne n'a le droit d'intervenir dans les décisions indépendantes" de la Turquie. Il a néanmoins précisé qu'aucune décision n'avait encore été prise. » (*Les Echos*, AFP, 02/11/2013)

Turquie – OTAN

« Des missiles de l'Otan face à la Syrie »

« La Turquie a demandé à l'Otan de prolonger le déploiement de batteries de missiles antimissiles Patriot pour défendre le pays contre des tirs éventuels venant de Syrie, jugeant que cette menace persiste, a déclaré aujourd'hui un responsable du ministère des Affaires étrangères.

Ankara a adressé sa demande au secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen, et elle sera étudiée par l'Allemagne, les Pays-Bas et les Etats-Unis, pays qui ont envoyé chacun deux batteries de missiles Patriot à la suite d'une demande de la Turquie pour que la sécurité soit renforcée à la frontière avec la Syrie.

Les six batteries ont été déployées au début 2013 pour une durée d'un an, dans trois provinces du sud de la Turquie, près de la frontière syrienne. » (*Le Figaro.fr*, AFP, 13/11/2013)

Lors d'une intervention à l'Ecole militaire à Paris, le général Philip Breedlove, commandant suprême de l'OTAN en Europe (Saceur) s'est également exprimé sur ce sujet : « "Nous sommes tous, dans l'OTAN, extrêmement préoccupés par ce qui se passe en Syrie. Nous regardons ces événements de très près : ils affectent les voisins de la Syrie et l'un d'eux est la Turquie, un allié membre de l'OTAN. (...) Nous planifions, et nous nous préparons nos moyens, en priorité, pour la défense de notre allié turc. "

La Turquie a adressé une demande formelle pour prolonger le dispositif. L'OTAN est en train d'examiner cette demande. La menace n'a pas changé. Je pense que la présence des Patriot sera maintenue dans le temps." » (*Le Monde.fr*, Nathalie Guibert, 19/11/2013)

Turquie – Syrie

« Erdogan dément soutenir al-Qaïda en Syrie »

« La Turquie, l'un des adversaires les plus ardents de Damas dans la région, a longtemps défendu un soutien plus affirmé à la nébuleuse fragmentée des insurgés, faisant valoir le mérite de donner aux combattants modérés l'autorité nécessaire pour contrer le poids grandissant des éléments plus radicaux. Ce calcul semble de plus en plus risqué compte tenu des conquêtes territoriales engrangées ces dernières semaines dans le nord de la Syrie, limitrophe de la Turquie, par le Front al Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) affilié à Al Qaïda. » (*Les Echos, Reuters, 07/11/2013*)

« La Turquie ne fournit aucun abri ou appui aux groupes affiliés à al-Qaïda en Syrie et continuera de les exclure des opérations de soutien en faveur de l'opposition, a répété le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan en visite à Stockholm [le 7 novembre]. "Il est hors de question que des groupes comme al-Nosra ou al-Qaïda trouvent refuge dans notre pays", a-t-il martelé. "Au contraire, nous leur livrons la même guerre qu'à des groupes terroristes classiques", a-t-il conclu. » (*Le Figaro.fr, Reuters, 07/11/2013*)

Un camion rempli de bazookas, diverses armes à feu, des rampes de lancement ainsi que de 935 obus de mortier, en route vers la Syrie, a été intercepté début novembre à Adana. Le gouverneur de la ville a expliqué que les obus confisqués ont été fabriqués dans la région de Konya. « Cette opération, a-t-il affirmé, "prouve clairement que la Turquie ne soutient pas les groupes radicaux en Syrie". (...) Depuis plusieurs mois, le gouvernement islamiste-conservateur turc est accusé, au mieux de faire preuve de négligence face aux islamistes extrémistes, au pire de les soutenir. "Après avoir considéré que tous les ennemis de Bachar el-Assad étaient ses amis, la Turquie a opéré un revirement, décrypte Sinan Ülgen, directeur du think-tank Edam. Elle s'est rendu compte des conséquences qu'une telle politique avait sur ses alliés et des risques pour sa propre sécurité."

Dès le mois de mai, les États-Unis ont fait part publiquement de leur mécontentement lors de la visite du premier ministre Recep Tayyip Erdogan à Washington. C'est à cette période également que les Américains ont cessé de faire transiter leur aide logistique à la rébellion par le territoire turc, de peur qu'elle ne tombe entre des mains ennemies, et opté pour la Jordanie, jugée plus sûre. (...)

Une voiture piégée a notamment explosé devant l'ambassade turque à Mogadiscio en juillet. Le mois dernier, l'État islamique en Irak et au Levant, qui contrôle la ville frontalière d'Azaz, a menacé de s'en prendre à la Turquie. Pour la première fois, fin octobre, l'armée turque a pilonné des positions de ces djihadistes, et des avoirs de membres d'al-Qaïda ont également été gelés. » (*Le Figaro, Laure Marchand, 12/11/2013*)

5. Turquie

Les élus turcs renoncent à une nouvelle Constitution

« Une commission parlementaire turque, destinée à rédiger une nouvelle Constitution, n'a pas atteint ses objectifs et va être dissoute, a annoncé lundi [18 novembre] Mehmet Ali Sahin, l'un des cadres de l'AKP, le parti islamiste-conservateur au pouvoir.

La commission, qui comprenait des membres de l'AKP, du Parti républicain du peuple (CHP, gauche kémaliste), du Parti du mouvement nationaliste (MHP, nationaliste) et du Parti pour la paix et la démocratie (BDP, gauche pro-kurde), devait entièrement réécrire le texte né du coup d'Etat militaire de 1980. (...)

La mise en place d'une nouvelle Constitution faisait partie des promesses de campagne de Recep Tayyip Erdogan lors des élections de 2011, et la commission y travaillait depuis deux ans.

Néanmoins, le texte aborde de nombreux points sensibles, de la définition de la nationalité turque à la protection des libertés religieuses, et les quatre partis ne sont parvenus à un accord que sur 60 articles, moins de la moitié de ce que doit contenir le projet de texte. » (*Reuters*, 18/11/2013)

La question du port du voile au sein de l'Assemblée nationale turque

« Quatre députées du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation islamo-conservatrice au pouvoir du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, se sont présentées la tête couverte d'un voile » lors de la session parlementaire dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale le 31 octobre dernier, brisant ainsi « l'un des tabous les plus tenaces de la politique turque ».

« Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait révélé fin septembre le contenu d'un "paquet de réformes démocratiques", dont la principale mesure était précisément l'autorisation du port du voile dans les institutions publiques. (...) M. Erdogan a soutenu la démarche de ses députées : " Il n'y a aucun règlement au Parlement qui interdise cela et chacun doit respecter la décision de nos sœurs." Pour l'AKP, il s'agit d'une " normalisation". » (*Le Monde*, *Guillaume Perrier*, 03/11/2013)

« Mais pour une frange attachée à la laïcité kémaliste, Erdogan instrumentalise le voile à des fins électorales. Le député Faruk Logoglu, du parti kémaliste (CHP), principale force d'opposition, a jugé que le voile représente une mentalité anti-laïque". » (*Le Point.fr*, 19/11/2013)

Par ailleurs, « le Parlement turc a levé l'interdiction qui était faite aux femmes siégeant dans cette assemblée de porter le pantalon. Cette nouvelle mesure d'assouplissement du code vestimentaire imposé aux élues a été entérinée » le 13 novembre sur proposition de l'AKP. (*Les Echos*, *Reuters*, 14/11/2013)

Polémique autour la mixité des dortoirs d'étudiants

« Le premier ministre islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a créé une nouvelle polémique sur la place de la religion dans la société turque en s'élevant contre la mixité des dortoirs d'étudiants. "Les filles et les garçons étudiants ne peuvent vivre dans une même maison, cela est contraire à notre structure qui est conservateur-démocrate", a-t-il dit (...) devant les cadres du Parti de la justice et du développement (AKP). » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 04/11/2013) Erdogan a quelques jours plus tard répété « sa volonté d'interdire les résidences mixte d'étudiants, les jugeant contraires aux valeurs qu'il défend. » (*Le Point*, *AFP*, 05/11/2013)

« Les gouverneurs de province pourraient également être autorisés à intervenir en cas de plaintes émanant d'étudiants et d'étudiantes vivant dans un environnement mixte dans l'enseignement privé. (...) "En tant que gouvernement démocratique conservateur (...) et si une législation est nécessaire, nous procéderons aux adaptations nécessaires"» a lancé Erdogan lors d'une conférence de presse. (*Les Echos*, *Reuters*, 05/11/2013)

Les propos du premier ministre ont provoqué une nouvelle polémique sur les réseaux sociaux, nombre de Turcs dénonçant une attaque à la vie privée. » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 04/11/2013)

« "Est-il le Premier ministre d'une République laïque ou le patron de la police des mœurs d'un pays du Moyen-Orient ? " s'indigne Kemal Kilicdaroglu, le leader de la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). » (*Liberation*, *Ragıp Duran*, 12/11/2013)

Selon le politologue Ahmet Insel, « se croire en droit d'intervenir légalement sous prétexte d'illégitimité d'une situation au regard de la morale religieuse alors que le droit, justement, considère illégal ce genre d'intervention révèle la profondeur de l'abîme qui sépare le majoritarisme autoritaire qui habite Tayyip Erdogan et la démocratie. » Insel souligne par ailleurs que « l'annonce de cette nouvelle campagne de la police de mœurs a créé une onde de choc jusque dans les rangs du parti d'Erdogan, le Parti de la justice et du développement (PJD). » (*Libération*, *Ahmet Insel*, 19/11/2013)

« Six journalistes condamnés à la prison à vie »

« Un tribunal d'Istanbul a condamné six journalistes turcs à la prison à vie pour appartenance à un petit parti marxiste considéré comme terroriste et interdit en Turquie, selon des ONG de défense de la presse. Fondatrice de la radio alternative Radio libre (Özgür Radyo), Füsün Erdogan, qui a la double nationalité turque et néerlandaise, a été ainsi reconnue coupable d'être une responsable du Parti communiste marxiste-léniniste (MLKP) et condamnée à perpétuité. » (*Les Echos*, 06/11/2013)

« Les organisations qui défendent la profession le rappellent chaque année : la Turquie détient le record mondial du nombre de journalistes emprisonnés, devant la Chine ou l'Iran. Depuis 2009, 183 professionnels des médias ont atterri en prison. Selon le décompte du syndicat turc des journalistes (TGS), 63 y sont toujours, la plupart dans l'attente d'un jugement. (...)

Le gouvernement se défend de vouloir réduire la presse au silence et argue que les journalistes sont détenus pour des crimes graves, tel que le terrorisme. Mais Ankara se voit reprocher d'utiliser la loi antiterroriste - votée en 2005, avec le soutien de l'Union européenne et des Etats-Unis - afin de réprimer l'opposition. Son application dépasse très largement le cadre initial puisque, selon le ministère de la justice, 20 000 procédures judiciaires pour "terrorisme" ont été ouvertes durant les quatre dernières années. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 08/11/2013)

« Ankara condamnée par la CEDH pour des tortures policières »

« La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné mardi la Turquie pour des actes de torture auxquels l'un de ses ressortissants avait été soumis par la police qui cherchait à le faire parler en garde à vue. Ce Turc de 38 ans qui purge actuellement une peine de prison à Ankara, s'était plaint auprès de la Cour européenne d'avoir été battu dans un commissariat à Samsun (nord) après son arrestation en octobre 1999. (...)

Dans leur arrêt, les magistrats européens ont souligné que ce Turc avait été soumis à des souffrances "particulièrement sérieuses et cruelles". "Ces mauvais traitements relèvent exclusivement de la torture", ont-ils estimé. La Cour a condamné la Turquie pour violation de la convention européenne des droits de l'Homme, qui interdit les traitements inhumains, et pour avoir privé le requérant de son droit de faire appel. Ankara devra lui verser 20.000 EUR pour préjudice moral. » (*Le Parisien*, AFP, 05/11/2013)

« Ankara enquête sur un raid sanglant de 1994 »

« La Turquie a accepté [le 13 novembre] de rouvrir une enquête sur la mort de 33 villageois kurdes tués lors d'un raid aérien de l'armée en 1994, rapporte la chaîne CNN Türk en citant le ministre de la Justice, Sadullah Ergin.

Cette décision intervient au lendemain d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a condamné Ankara à verser 2,3 millions d'euros de dommages et intérêts à un groupe de plaignants réunissant des proches de victimes et trois blessés lors des faits. Le tribunal strasbourgeois a rejeté l'argument des autorités turques selon lequel les villageois avaient été tués par des rebelles.(...)

Celui-ci s'était produit dans deux villages de la province de Sirnak, proche de la frontière irakienne, en mars 1994 alors que faisait rage la guerre entre l'armée et les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Des survivants ont témoigné avoir entendu des avions militaires avant le bombardement. Le ministère public turc avait établi que les activistes du PKK étaient responsables des morts. » (*Le Figaro.fr*, Reuters, 13/11/2013)

6. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Novembre 2013)

Les Echos

Yves Bourdillon

Le Monde

Nathalie Guibert
Guillaume Perrier

Libération

Ragıp Duran

Le Figaro

Anne Cheyvialle
Laure Marchand

Le Parisien

Le Point

Econostrum.info

Nathalie Bureau du
Colombier

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org